

Valérie JEANSON
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

Yannick BLANCHARD DELORME
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

Adapei 77

Association régie par la loi de 1901
2 Ter rue René Cassin
77000 MELUN
SIREN : 784 971 913

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ARÉCOM
Expertise Audit et Conseils
Société d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de
l'Ordre des Experts-Comptables de Paris IDF
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Paris

37, rue des Trois Moulins
77000 MELUN
Tél.: 01 64 09 43 43

Société par actions Simplifiée au capital de 125 000 euros
RCS MELUN 332 679 497
Siret 332 679 497 00039
TVA Intracom FR 71 332 679 497

Signature numérique de
Yannick BLANCHARD DELORME
Commissaire aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Adapei 77** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre structure.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Melun, le 2 mai 2025

SAS ARÉCOM Expertise Audit et Conseils

Société de commissariat aux comptes



Représentée par **Yannick BLANCHARD DELORME**
Commissaire aux comptes

Comptes annuels

BILAN

ACTIF	Note	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	3/4/5.	78 597	78 597		
Frais de recherches et de développement	3/4/5.				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	3/4/5.	688 032	636 810	51 222	79 473
Fonds commercial	3/4/5.				
Autres	3/4/5.				
Immobilisations incorporelles en cours	4.	21 630		21 630	
Avances et acomptes	4.				
Immobilisations corporelles					
Terrains	3/4/5.	2 526 521	158 631	2 367 891	2 197 439
Constructions	3/4/5.	58 024 671	23 650 012	34 374 659	21 644 151
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3/4/5.	2 334 668	1 681 199	653 470	520 993
Autres	3/4/5.	8 566 633	6 377 336	2 189 297	2 223 932
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations corporelles en cours	4.	1 318 653		1 318 653	16 479 962
Avances et acomptes	4.				
Biens reçus par legs et donation et destinés à être cédés					
Biens reçus par legs destinés à être cédés	3.				
Immobilisations financières					
Participations	3-6.	50 000		50 000	50 000
Créances rattachées à des participations	3-6.				
Autres titres immobilisés	3-6.	42 797		42 797	49 919
Prêts	3-6.				
Autres	3-6.	18 344		18 344	120 151
Total I		73 670 546	32 582 584	41 087 963	43 366 019
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en cours					
Matières premières et autres approvisionnements					
En-cours de production (biens et services)					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		179 680		179 680	159 876
Avances et acomptes sur commandes		29 105		29 105	31 143
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	6/8/1.	5 653 782	46 062	5 607 720	5 337 487
Autres	6/13.	1 504 747		1 504 747	1 101 598
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement		117 032		117 032	117 032
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	13.	2 981 566		2 981 566	1 514 938
Comptes de liaison					
Charges constatées d'avance	6/15.	237 733		237 733	435 821
Total II		10 703 644	46 062	10 657 582	8 697 894
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion Actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		84 374 191	32 628 646	51 745 545	52 063 914

BILAN

PASSIF	Note	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise	7.	1 528 081	1 528 081
Première situation nette établie	7.	552 038	552 038
Autres fonds propres	7.	976 042	976 042
Fonds propres avec droit de reprise	7.	1 471 304	1 471 304
Fonds statutaires	7.		
Autres fonds propres	7.	1 471 304	1 471 304
Ecarts de réévaluation	7.		
Réserves	7.	23 822 250	24 458 668
Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée	7.	23 126 663	23 732 725
Excédents et Réserves affectés à l'investissement	7.	19 045 112	19 651 174
Réserves de trésorerie	7.	3 143 230	3 143 230
Réserves de compensation des déficits et charges d'amortissements	7.	938 321	938 321
Dont autres réserves	7.	695 586	725 943
Report à nouveau	7.	-9 369 924	-9 890 138
Dont Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	7.	-5 534 182	-6 222 259
Excédent ou déficit de l'exercice	7.	1 517 281	-254 022
Dont Excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée	7.	1 704 719	-93 489
Situation nette	7.	18 968 991	17 313 892
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7.	1 216 017	1 819 302
Provisions réglementées	8.	4 318 530	2 464 291
Total I		24 503 537	21 597 485
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs et donations	9.		
Fonds dédiés	9.	2 640 038	2 617 231
Total II		2 640 038	2 617 231
PROVISIONS			
Provisions pour risques	8.	59 500	163 452
Provisions pour charges	8.	1 367 263	1 362 530
Total III		1 426 763	1 525 982
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2)	6/10.	16 200 521	18 172 810
Emprunts et dettes financières divers	6.		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6.		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6/14.	1 786 350	2 163 679
Dettes fiscales et sociales	6/14.	4 186 352	3 960 092
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6/14.	689 053	1 582 377
Autres dettes	6/14.	294 792	279 039
Produits constatés d'avance	6/15.	18 138	165 220
Total IV		23 175 206	26 323 216
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		51 745 545	52 063 914
Engagements donnés			
1. Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			-7 489
3. Dont emprunts participatifs			

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens		345 949	393 780
<i>Dont relatives aux activités soc et med.soc</i>			
Ventes de prestations de services		4 184 196	4 911 058
<i>Dont relatives aux activités soc et med.soc</i>		602 803	1 215 421
Production immobilisée		30 717	50 250
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		37 208 209	32 971 743
<i>Dont reçus des autorités de tarifications / activités soc et méd.soc</i>		37 208 209	32 971 743
Subventions		368 967	309 267
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges		248 757	208 454
Cotisations		8 712	7 746
Utilisation de fonds dédiés		50 809	51 439
Autres produits		3 203 655	3 101 871
<i>Dont complément de rémunération des travailleurs en Esat</i>		1 554 266	1 546 050
<i>Dont quote part de résultat sur opérations faites en commun</i>		1 380 784	1 280 104
Total I		45 649 971	42 005 609
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		286 845	233 012
Variation de stock		-19 804	17 976
Achats matières premières et prestations		2 369 561	2 410 750
Autres achats et charges externes		11 524 608	10 623 399
Impôts, taxes et versements assimilés		1 941 204	1 954 004
Salaires et traitements		16 550 129	16 082 310
Charges sociales		6 467 903	6 324 769
Dotations aux amortissements et dépréciations		3 009 782	2 690 829
Dotations aux provisions		261 057	177 382
Reports en fonds dédiés		73 617	107 328
Autres charges		1 413 211	1 512 744
<i>Dont quote part de résultat sur opérations faites en commun</i>		1 380 784	1 280 104
Total II		43 878 114	42 134 503
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		1 771 857	-128 893
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		5 007	3 096
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			22 758
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III		5 007	25 854
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées		321 086	305 351
Autres charges financières			5 584
Total IV		321 086	310 936
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-316 079	-285 082
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)		1 455 778	-413 975

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		3 429 702	389 422
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		43 794	
Total V		3 473 496	389 422
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		4 664	61 469
Sur opérations en capital		1 374 335	36 149
Dotations sur provisions, dépréciations et transferts de charges		2 032 222	130 323
Total VI		3 411 221	227 941
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		62 275	161 481
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		772	1 528
Total des produits (I + III + V)		49 128 475	42 420 885
Total des charges (II + IV + VI)		47 611 194	42 674 908
EXCEDENT OU DEFICIT		1 517 281	-254 022
<i>Dont excédent ou déficit des activités soc et med.soc sous gestion contrôlée</i>		<i>1 704 719</i>	<i>-93 489</i>
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 517 281	-254 022
Reprise de résultat N-2		-977 138	
Reprise de réserves affectées aux travaux CPOM		362 899	362 899
RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE		903 042	108 876
<i>Dont Résultat gestion propre</i>		<i>-187 438</i>	<i>-160 533</i>
<i>Dont Résultat gestion contrôlée</i>		<i>1 090 480</i>	<i>269 410</i>

Annexe

Annexe au bilan avant affectation de l'exercice clos au 31 décembre 2024, dont le total est de 51 745 545 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un excédent de 1 517 281 € avant reprise des résultats antérieurs.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 avril 2025.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

L'Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées de Seine et Marne dite Adapei77 est une association familiale, née en 1965 du militantisme de parents d'enfants handicapés mentaux, soucieux d'apporter des réponses à des situations familiales complexes et douloureuses. Elle est régie par la loi de 1901 et a été déclarée au Journal Officiel le 26 avril 1965.

Elle s'est fixée différentes missions qui forment le canevas de son projet associatif, projet évolutif dans son contenu et dans sa durée en fonction de l'environnement législatif et sociétal. Il se situe à l'interface de la personne handicapée dans la prise en compte de ses besoins, des réponses apportées par la proposition d'un éventail de solutions d'accompagnement et des pouvoirs publics.

L'Association gère 28 dispositifs et services répartis sur l'ensemble du département de Seine et Marne et accueille environ 900 personnes en situation de handicap avec ou sans troubles associés (mental, psychique, autisme...), accompagnés par près de 500 professionnels à leur service.

L'Adapei 77 est affiliée à l'Unapei, Union Nationale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales, et participe également à l'instance régionale Urapei Ile-de-France.

Elle est présente dans les instances départementales telles que le Conseil Départemental Consultatif de l'Autonomie (CDCA), la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH), ainsi qu'au Conseil Territorial de Santé (CTS).

Note 1 - Règles et méthodes comptables**1.1. Principes comptables**

Les règles et méthodes comptables utilisées en 2024 sont celles appliquées au cours des exercices précédents.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Les dispositions du Code de Commerce (art L123-12 à L123-28)
- Des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC)
- Les règlements comptables ANC :
 - 2014-03 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non lucratif
 - 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

1.2. Dérogation aux règles comptables

Néant

1.3. Changement de méthode comptable

Néant

1.4. Evènements significatifs de l'exercice 2024

La livraison du complexe de Moissy Cramayel début 2024 a permis aux équipes de la Plateforme Enfance et de la Plateforme MAS de s'y installer respectivement en février et mars 2024. En parallèle, nous avons pu finaliser la vente du site de Tournan en septembre.

L'année 2024 a également marqué la fin des travaux de réhabilitation de la Marguette.

En terme d'activité, nous avons mis en place les équipes mobiles URTSA et d'Appui en Santé, toutes deux rattachées à la Plateforme MAS de la Joncherie.

Sur le plan financier, le Département a finalisé l'analyse de nos CA 2020, ainsi qu'une partie de ceux de 2021. Dans ce cadre, il a validé le déficit que nous avons enregistré au titre du Foyer temporaire de Rozay en Brie qui a fait l'objet d'un financement complémentaire à hauteur de 474 788 €, versé en 2024. Le solde du déficit 2020 validé, soit 791 174 €, doit être repris en 2025, par intégration au prix de journée des établissements.

Par ailleurs, le Département a validé le financement du Ségur pour tous dès 2024. Ainsi nous avons reçu les financements correspondants en fin d'année, ce qui a permis de verser la prime aux salariés concernés en novembre. A noter que le Département a annoncé un versement trimestriel du financement Ségur – Laforcade en 2025.

1.5. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

Note 2 - Périmètre des comptes annuels

L'association gère 16 établissements sous gestion contrôlée, auxquels s'ajoutent le siège social, le Tiers Régulateur Sud, les dispositifs DIVP de Bray sur Seine, Melun et Montereau et le GEM.

En gestion propre, l'ADAPEI 77 gère la Vie Associative, les activités commerciales de l'Esat et le site de Rozay en Brie.

Ces établissements tiennent chacun une comptabilité séparée, et les comptes annuels de l'organisme gestionnaire sont la sommation de l'ensemble des comptabilités des établissements.

Les comptes des établissements ou services sous gestion contrôlée sont soumis au contrôle des autorités de tutelles, et ont donc un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 regroupent les activités dont le détail est donné dans le tableau des résultats :

ETABLISSEMENTS	Résultat comptable		Reprise résultats antérieurs		Résultat économique	
	Déficit	Excédent	Sur résultat	Sur travaux	Déficit	Excédent
ARS - CPOM						
Plateforme Enfance		348 505,79				348 506
Plateforme MAS La Joncherie		571 017,22	56 094			627 111
ESAT Ateliers Braytois		131 436				131 436
ARS - Hors CPOM						
GEM		33 373				33 373
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - CPOM						
EANM Les Meuniers		117 952	-47 302			70 650
EANM La Roselière		18 977	-38 845	6 667	-13 202	
EANM Trois Maisons		570 841	-510 888			59 953
EANM L'Althéa		86 174	615			86 789
EANM Les Tournesols	-32 901		-43 204	119 731		43 626
EANM Le Chêne Rouvre	-105 145		-42 026	89 264	-57 907	
EANM Le Clos Jollet		44 129	-36 279			7 850
EANM Les Tilléuls	-43 905		-41 852		-85 757	
EANM Le Ginkgo Biloba	-87 270		-50 613	11 302	-126 581	
EANM Corberon	-72 651		-94 360	80 081	-86 930	
EANM Les Ormes		312 802	-57 003			255 799
EANM Le Cèdre Bleu		144 902	-37 262	31 954		139 594
EANM La Marguette	-241 310		-34 212	23 900	-251 622	
Tiers Régulateur Sud 77		559				559
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Hors CPOM						
Frais de siège	-58 834				-58 834	
DIVP						
GESTION PROPRE						
Vie Associative		1 674				1 674
ESAT Gestion commerciale	-185 416				-185 416	
Autres Gestion propre	-37 627				-37 627	
SOUS TOTAL	-865 061	2 382 342	-977 138	362 899	-903 878	1 806 920
TOTAL	1 517 281		-614 239		903 042	

Note 3 – Principales méthodes utilisées**3.1. Postes de l'actif**Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

La réforme comptable de 2005 relative à la présentation des actifs et des passifs et conduisant notamment à la mise en œuvre de la décomposition des immeubles par composants n'a pas été appliquée rétroactivement sur les biens existants à l'Adapei 77 qui restent donc amortis selon les règles précédemment appliquées.

Ce principe a été mis en place progressivement sur les nouveaux travaux réalisés qui sont décomposés par nature pour permettre d'adapter la durée d'amortissement, qui peut également varier en fonction du type d'établissement et/ou de construction.

En complément, en 2022 la part des terrains qui étaient jusque-là assimilée aux bâtiments a été isolée pour être identifiée en tant que tels quand ils n'étaient pas encore totalement amortis. Ainsi une somme globale de 67 964 € a été reclassée sur la ligne Terrains.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévisible :

- Logiciels informatiques : 1 à 5 ans
- Aménagement des terrains : 5 à 20 ans
- Constructions : 5 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions : 3 à 50 ans
- Installations techniques, matériel : 2 à 15 ans
- Installations générales et agencements sur sol d'autrui : 5 à 40 ans
- Matériel de transport : 3 à 10 ans (sauf rachats de crédit-bail, sur 1 an)
- Matériel de bureau et informatique : 2 à 10 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par les dépôts de garantie versés, les parts BFCC acquises auprès du Crédit Coopératif lors de la contractualisation des prêts, majorées des distributions annuelles capitalisées et la participation au capital d'Ettic Ile de France.

En effet, en 2022 l'Adapei 77 a créé avec 2 autres associations du secteur une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) sous forme de société anonyme à capital variable, dénommée ETTIC Ile de France. Cette société a pour objet la mise à disposition à but non lucratif de personnel intérimaire auprès d'établissements relevant du champ médico-social, social, sanitaire ou d'aide à la personne.

La participation de l'Adapei 77 au capital d'ETTIC Ile de France est de 50 000 € représentant 23.44% au 31 décembre 2024.

Stocks

Le stock au 31 décembre correspond à la valorisation des fournitures qui sont gérées par la Centrale d'Achats (notamment EPI, dotations alimentaires, produits d'entretien et vêtements de travail). Le stock est valorisé selon la méthode Coût Unitaire Moyen Pondéré (CUMP).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou pour couverture d'un éventuel risque de non recouvrement.

VMP

La plus-value latente relative aux valeurs mobilières de placement inscrites à l'actif du bilan s'élève à 5 748 € à la clôture de l'exercice.

Disponibilités

L'association bénéficie d'une convention de fusion des comptes bancaires ouverts auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France et du Crédit Coopératif. Dans les comptes n'apparaît que le solde disponible global net à l'actif du bilan au regard de l'organisme financier.

Les placements à court terme figurent à leur cout d'achat, hors frais accessoires.

3.3. Postes du passif

Fonds propres

Les fonds propres comptabilisent les opérations pour lesquelles l'association a une assurance sur l'affectation certaine des ressources provenant d'apports, de legs, de donations, de subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, ou de mise en réserves de résultats.

Sont inclus dans les fonds propres, les réserves issues des établissements sous gestion conventionnée.

Le détail des Fonds Propres est présenté en note 7.

Report à nouveau

Le compte report à nouveau est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et déficits qui impactent les fonds propres de l'association. Le montant du report à nouveau restant sous contrôle des financeurs est présenté distinctement au passif du bilan.

Résultats sous contrôle de tiers financeurs

Les résultats des activités dont le financement est assuré par des tiers financeurs sont présentés distinctement au passif du bilan.

Subventions d'investissements sur biens non renouvelables

Les subventions affectées à un bien non renouvelable par l'association figurent au passif du bilan. Elles font l'objet d'une reprise au résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en vertu des dispositions réglementaires suivantes :

- Réserves des plus-values nettes d'actifs (art R314-81 et R314-95 du CASF)

Provision pour Indemnités de Départ en Retraite

En application des nouveaux règlements comptables 2018-06 et 2019-04, il a été constaté pour la première fois en 2021 une provision pour indemnités de départ en retraite pour l'ensemble des salariés de l'association. Cette provision est actualisée chaque année.

Les droits acquis par les salariés ont été valorisés selon les principes suivants :

- Taux d'actualisation : 3.38% - Evolution annuelle : 1.50%
- Age de départ à la retraite : 64 ans (selon la progressivité en vigueur)
- Taux de charges sociales moyen : 50.69 %
- Table de mortalité : 2018-2020
- Taux de turn over : faible

En 2024, la variation au titre de la provision ainsi constituée, tenant compte des reprises pour les salariés sortis en cours d'année, est une dotation de 4 733 € dont 142 551 € de provision nette intégrée dans le résultat de l'exercice et 137 818 € de reprise sur l'affectation en report à nouveau faite en 2021 au titre des droits acquis antérieurement au 1^{er} janvier 2021.

Fonds dédiés

Les « fonds dédiés » sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31/12/2024 sont constitués de la part non utilisée de subventions de fonctionnement ou de dons.

A noter qu'ont été enregistrées en fonds dédiés les financements versés par l'ARS dans le cadre de la Dotation Globale de Financement au titre de Crédits Non Reconductibles destinés au financement d'investissements (travaux et achats de matériels). Ces fonds dédiés font l'objet d'une reprise au rythme des amortissements qui sont pratiqués sur les biens concernés.

La note 9 en annexe donne le détail des fonds dédiés.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital). La note 10 détaille l'ensemble des emprunts en cours et leurs échéances.

3.4. Engagements hors bilan

Garantie des emprunts

Les prêts en cours à la clôture de l'exercice font l'objet des engagements suivants en termes de garantie :

- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de la Blanchisserie et de la Légumerie de l'ESAT - Capital restant dû à la clôture de 564 533 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital et intérêts restant dus soit 462 669 €
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux de la Blanchisserie et de la Légumerie de l'ESAT - Capital restant dû à la clôture de 544 634 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital et intérêts restant dus soit 444 864 €
- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de Moissy Cramayel – Capital restant dû à la clôture de 4 348 162 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 4 052 256 € et d'un privilège de prêteur de deniers pour 597 744 €

- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux de Moissy Cramayel – Capital restant dû à la clôture de 4 329 460 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 4 052 256 € et d'un privilège de prêteur de deniers pour 597 744 €
- Prêts Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de Corberon – Capital restant dû à la clôture de 2 318 574 €
Ces deux prêts font l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 2 900 000 € (soit 100%)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du Cèdre Bleu – Capital restant dû à la clôture de 630 320 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 800 000 € (soit 100%)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du Ginkgo Biloba – Capital restant dû à la clôture de 685 571 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 900 000 € (soit 100%)
- Prêt Société Générale pour les travaux de la Cuisine Centrale – Capital restant dû à la clôture de 114 880 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque
- Prêts PGE contractés auprès de la Caisse d'Epargne et du Crédit Coopératif à hauteur de 500 000 € chacun – Capital restant dû à la clôture de 280 526 €.
Ces prêts font l'objet d'une garantie de l'Etat à hauteur de 90% soit 252 474 €
- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de la Marguette – Capital restant dû à la clôture de 1 357 078 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital et intérêts restant dus soit 1 441 346 €
- Prêt relais auprès du Crédit Coopératif d'un montant de 1 000 000 € pour le financement des travaux de Moissy Cramayel dans l'attente de la vente du site de Tournan en Brie, et dont le remboursement est intervenu à l'échéance en janvier 2025.

Autorisation de découvert

Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, l'association bénéficie d'une convention Dailly selon les modalités suivantes :

- Auprès du Crédit Coopératif : montant autorisé de 1 000 000 €

3.4. Autres informations

Situation fiscale

Les activités de l'association sont hors du champ d'application des impôts commerciaux excepté les activités commerciales de l'ESAT ATELIERS BRAYTOIS assujetties sur option à la TVA pour les ventes et prestations de services réalisées dans le cadre des opérations de production et de commercialisation effectuées par les personnes handicapées. Cette option n'entraîne pas l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à la contribution économique territoriale.

A noter que depuis fin 2021, l'Adapei a mis en place la récupération de la TVA sur l'ensemble des charges mixtes de l'Esat, y compris sur celles relevant du budget médico-social.

Honoraires Commissaire aux comptes (selon décret 2008-1487 du 30/12/2008)

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 81 360 € TTC.

Note 4 - Tableau des Immobilisations

	Valeur début 01/01/2024	Augment.	Diminutions	Virt compte à compte	Valeur Fin 30/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	78 597				78 597
Concess., brevets et droits simil.	684 759	25 328	22 055		688 032
Immobilisations en-cours		21 630			21 630
SOUS-TOTAL INCORPOREL	763 356	46 958	22 055		788 259
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	2 126 860				2 126 860
Agencs et aménagts de terrains	228 956		14 100	184 806	399 662
Bâtiments	18 115 063	5 445	1 081 438	14 564 137	31 603 208
Instal. gén. et agencs bâtiments	27 514 231	263 323	2 977 987	1 580 639	26 380 207
Constructions sur sol d'autrui	41 256				41 256
Instal. tech. et matériel	2 178 023	278 984	142 942	20 603	2 334 668
Instal. gén. et agencs sul sol d'autrui	3 622 779	100 039	223 385		3 499 432
Matériel de transport	2 232 671	187 379	60 755		2 359 294
Matériel de bureau et inform.	507 778	111 194	34 644	94 236	678 564
Mobilier	2 020 877	67 733	59 267		2 029 342
Immobilisations en-cours	16 479 962	1 290 546	7 434	-16 444 422	1 318 653
Avances et acomptes					
SOUS-TOTAL CORPOREL	75 068 455	2 304 644	4 601 953		72 771 146
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Titres de participation	50 000				50 000
Autres titres	49 919	885	8 006		42 797
Dépôts et cautionnements versés	120 151	378	102 184		18 344
SOUS-TOTAL FINANCIER	220 069	1 262	110 190		111 141
TOTAL IMMOBILISATIONS	76 051 880	2 352 865	4 734 198		73 670 546

Note 5 - Tableau des Amortissements et Dépréciations

	Valeur début 01/01/2024	Augment.	Diminutions	Virt compte à compte	Valeur Fin 30/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	78 597				78 597
Concess., brevets et droits simil.	605 286	53 488	21 964		636 810
SOUS-TOTAL INCORPOREL	683 883	53 488	21 964		715 407
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Agencs et aménags de terrains	158 376	14 354	14 100		158 631
Bâtiments	12 288 893	794 207	1 027 410		12 055 691
Instal. gén. et agencs bâtiments	11 709 318	1 405 233	1 550 532		11 564 019
Constructions sur sol d'autrui	28 187	2 115			30 302
Instal. tech. et matériel	1 657 031	163 606	139 438		1 681 199
Instal. gén. et agencs sul sol d'autrui	2 281 990	215 513	221 278		2 276 226
Matériel de transport	1 839 846	151 104	41 269		1 949 681
Matériel de bureau et inform.	383 101	78 227	33 048		428 280
Mobilier	1 655 234	126 926	59 012		1 723 148
SOUS-TOTAL CORPOREL	32 001 977	2 951 285	3 086 086		31 867 177
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Autres titres					
Dépôts et cautionnements versés					
SOUS-TOTAL FINANCIER					
TOTAL AMORT. ET DEPRECIATIONS	32 685 861	3 004 773	3 108 050		32 582 584

Note 6 - Tableau des Echéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés	42 797		42 797
Autres immobilisations financières	18 344	10 000	8 344
Créances clients	5 653 782	5 653 782	
Autres créances	34 461	34 461	
Personnel et comptes rattachés	19 441	19 441	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices TVA Autres impôts et taxes		
	894 840	894 840	
Débiteurs divers	556 004	556 004	
Charges constatées d'avance	237 733	237 733	
TOTAUX	7 457 403	7 406 262	51 141

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit	A deux ans max à l'origine A plus de deux ans	1 000 000 15 200 521	1 000 000 964 845	2 656 265 11 579 412
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 786 350	1 786 350		
Personnel et comptes rattachés	1 872 389	1 872 389		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 775 207	1 775 207		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices TVA Autres impôts et taxes	4 437 534 319	4 437 534 319	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 053	689 053		
Créditeurs divers et autres dettes	294 792	294 792		
Produits constatés d'avance	18 138	18 138		
TOTAUX	23 175 206	8 939 530	2 656 265	11 579 412
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 978 680			

Note 7 - Tableau des Fonds Propres

Variation des fonds propres	Montants à l'ouverture	Mouvements de l'exercice				A la clôture
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Transfert	
Fonds propres sans droit de reprise	1 528 081					1 528 081
Fonds propres avec droit de reprise	1 471 304					1 471 304
Réserves	24 458 668	-636 418				23 822 250
Report à nouveau	-9 890 138	382 396	137 818			-9 369 924
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-6 222 259	688 076				-5 534 182
Excédent ou déficit de l'exercice	-254 022	254 022	1 517 281			1 517 281
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-93 489	93 489	1 704 719			1 704 719
Situation nette	17 313 892	0	1 655 099	0	0	18 968 991
Subventions d'investissement	1 819 302		300 000	903 286		1 216 017
Provisions réglementées	2 464 291		1 898 033	43 794		4 318 530
TOTAL	21 597 485	0	3 853 132	947 080	0	24 503 537

Note 8 - Tableau des Provisions

Libellés des rubriques	Provisions début 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Affectation résultats antérieurs et fonds propres	Valeur fin 30/12/2024
PROVISIONS INSCRITES A L'ACTIF DU BILAN					
Dépréciation des stocks					
Dépréciation des comptes clients	67 353	5 009	26 299		46 062
Dépréciation d'autres créances					
Dépréciation des comptes financiers					
TOTAL PROVISIONS A L'ACTIF DU BILAN	67 353	5 009	26 299		46 062
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Prov réglementées destinées à la couverture	762 793				762 793
Autres provisions réglementées	1 701 497	1 898 033	43 794		3 555 736
Provisions pour renouvellement des immob.					
SOUS-TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	2 464 291	1 898 033	43 794		4 318 530
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
<u>Provisions pour risques</u>					
Pour risques - litiges personnel	163 452	35 500	139 452		59 500
Pour risques - autres risques					
Sous total provisions pour risques	163 452	35 500	139 452		59 500
<u>Provisions pour charges</u>					
Pour retraite	1 323 121	225 557	83 006	-137 818	1 327 854
Pour charges de personnel	39 409				39 409
Pour autres charges					
Sous total provisions pour charges	1 362 530	225 557	83 006	-137 818	1 367 263
SOUS-TOTAL POUR RISQUES ET CHARGES	1 525 982	261 057	222 458	-137 818	1 426 763
TOTAL PROVISIONS AU PASSIF DU BILAN	3 990 273	2 159 090	266 252	-137 818	5 745 293
TOTAL PROVISIONS	4 057 625	2 164 099	292 551	-137 818	5 791 355
Dotations et reprises de l'exercice		266 066	248 757		
Dotations et reprises except. de l'exercice		1 898 033	43 794		
Affect. de rés. sous gestion conventionnée					
Affect. de rés. sous gestion propre					
Autres affectations				-137 818	

Note 9 - Tableau de Suivi des Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	DOTATIONS CNR ACCORDE	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
	Montant global avant réglements ANC n°2018-06 et 2019-04		Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement des investissements							
ARS - Sénart	2 327 202	43 589	10 503			2 360 288	2 105 000
						0	
						0	
						0	
TOTAL	2 327 202	43 589	10 503	0	0	2 360 288	2 105 000
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement de mesures d'exploitation							
ARS 2020/21 - CNR EPI	12 211		3 232			8 979	
ARS 2021/22 - CNR Formation	113 507		7 501			106 005	
ARS - Subvention DHI	60 000		18 760			41 240	
ARS - Subvention GEM	78 000					78 000	78 000
CD 77	14 884		4 961			9 922	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	278 601	0	34 455	0	0	244 147	78 000
Contributions autres destinées au financement de mesures d'exploitation							
Opération Brioché	2 878	2 543	2 878			2 543	
Transdev	617		617			0	
Verst libérateur TA		27 485				27 485	
						0	
TOTAL	3 495	30 028	3 495	0	0	30 028	0
Contributions autres destinées au financement de mesures d'investissement							
Verst libérateur TA	7 933		2 358			5 575	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	7 933	0	2 358	0	0	5 575	0
Fonds reportés sur legs et donations							
						0	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	2 617 231	73 617	50 809	0	0	2 640 038	2 183 000

Note 10 - Tableau des Emprunts

TABEAU DES EMPRUNTS	Date de début de remboursement	Durée	Capital restant à amortir	Moins d'un an total	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
<u>Frais de siège</u>						
PGE Crédit Coopératif	2020	5 ans	140 263	140 263		
PGE Caisse d'Epargne	2020	5 ans	140 263	140 263		
<u>ESAT - Activités commerciales</u>						
Blanch./Légumerie (Crédit Coopératif)	2020	15 ans	544 634	48 321	201 450	294 863
Blanch./Légumerie (Caisse d'Epargne)	2020	15 ans	564 533	47 990	200 071	316 473
Cuisine centrale (SG)	2006	20 ans	114 880	41 942	72 938	
<u>Pépinière</u>						
Travaux Moissy (Crédit Coopératif)	2021	25 ans	4 329 460	154 258	644 728	3 530 474
Travaux Moissy (Caisse d'Epargne)	2021	25 ans	4 348 162	154 924	647 513	3 545 725
Prêt relais / vte Tournan (Crédit Coopératif)	2023	2 ans	1 000 000	1 000 000		
<u>Ginkgo Biloba</u>						
Travaux CPOM (Crédit Coopératif)	2017	25 ans	685 571	33 340	138 786	513 445
<u>Corberon</u>						
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne)	2017	25 ans	1 190 730	53 733	225 998	910 999
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne)	2018	25 ans	1 127 844	49 818	209 531	868 494
<u>Cèdre Bleu</u>						
Travaux CPOM (Crédit Coopératif)	2017	25 ans	630 320	28 753	120 934	480 632
<u>Marguette</u>						
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne) (déblocage partiel)	2023	22 ans	1 357 078	44 458	194 314	1 118 307
TOTAL EMPRUNTS			16 173 738	1 938 061	2 656 265	11 579 412

Note 11 – Résultat effectif

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE :	1 517 281	-254 022
Reprise du résultat antérieur	-614 239	362 899
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	903 042	108 876
dont résultat effectif sous gestion propre relevant d'une convention de financement ARS ou CD 77	33 932	61 927
dont autres résultats effectifs sous gestion propre	-221 370	-222 460
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 090 480	331 336

Résultats en instance d'affectation :

RESULTAT COMPTABLE SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCEUR EN ATTENTE DE REPRISE		A fin 2024
2020	Etablissements sous contrôle Département	-791 174
2021	Etablissements sous contrôle Département	-1 624 174
TOTAL		-2 415 348

Compte tenu de la signature en 2022 du CPOM 2022-2026 avec le Conseil Départemental, les résultats réalisés à compter de 2022 font l'objet d'une libre affectation par l'Adapei 77 et ne sont plus soumis à reprise du financeur.

Il en est de même pour les résultats des dispositifs sous CPOM ARS.

Note 12 - Tableau des Effectifs

CATEGORIES	EFFECTIFS EN ETP A LA CLOTURE DE L'EXERCICE			EFFECTIFS EN NOMBRE DE SALARIES
	Hommes	Femmes	Total	
CDI	86,16	377,75	463,91	484,00
CDD	1,00	8,63	9,63	13,00
APPRENTIS	2,00	2,00	4,00	4,00
STAGIAIRES REMUNERES	1,00	1,67	2,67	3,00
TOTAL	90,16	390,05	480,21	504,00
T. HANDICAPES (ESAT)	82,70	33,35	116,05	125,00

Note 13 - Produits à recevoir

	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés	1 243 153	2 659 016
Usagers - Factures à établir	1 242 862	2 637 355
Clients - Factures à établir.	291	21 661
Autres créances	469 815	228 686
Frs - Avoirs à recevoir	34 461	34 484
Indemnités Journalières CPAM / Prévoyance	17 391	46 055
Allocations logement	71 907	77 304
Divers financements	31 097	
Remboursement d'assurance	13 644	30 336
Remboursement formations	600	1 283
Dégrèvement taxes foncières / habitation	0	39 224
Solde subvention CNSA (construction complexe Moissy)	300 000	
Cotisations	714	
TOTAL GENERAL	1 712 968	2 887 702

Note 14 - Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit	26 783	20 392
Intérêts courus sur emprunts	26 783	12 903
Agios bancaires	0	7 489
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	629 760	280 331
Frs - Factures non parvenues	629 760	280 331
Dettes fiscales et sociales	2 698 012	2 654 748
Provision Congés à payer	2 241 188	2 189 651
Provision Compte Epargne Temps	316 133	311 038
Provision Salaires à payer	140 691	154 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	76 014	0
Frs Immob. - Factures non parvenues	76 014	
Autres dettes	7 325	0
Allocations logement à reverser	7 325	
TOTAL GENERAL	3 437 895	2 955 471

Note 15 – Produits et charges constatés d'avance

	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	18 138	165 220
Financements divers	18 138	24 500
Financement Laforcade (trop perçu 2023)		139 863
Remboursement loyers perçus d'avance		857
Charges constatées d'avance	237 733	435 821
Achats	60 162	53 130
Services extérieurs	170 566	376 765
Autres services extérieurs	6 260	5 926
Charges de personnel (formation)	745	

Note 16 – Produits et charges exceptionnels

DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	31/12/2024	31/12/2023
Détail des produits exceptionnels	3 473 496	389 422
Produits des cessions des éléments d'actifs	2 526 417	346 181
Quote part des subventions d'invest.virées à rés.	903 286	43 241
Repr.provisions régl.pour +value sur actif immob.	43 794	0
Détail des charges exceptionnelles	3 411 221	227 941
Pénalités et amendes	4 664	58 257
Autres charges exceptionnelles		3 212
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	1 374 335	36 149
Dot.exceptionnelles aux amortissements des immob.	134 189	8 916
Dot.provisions régl.pour +value sur actif immob.	1 898 033	121 408
RESULTAT EXCEPTIONNEL	62 275	161 481

Note 17 – Détail des concours publics

	31/12/2024	31/12/2023
Financements du Conseil Départemental de Seine et Marne	27 909 377	24 822 678
Prix de journée	25 984 666	23 697 348
Financement mesures Ségur / Laforcade	1 924 711	1 125 330
Financements de l'ARS	9 298 832	8 149 066
Dotation Globalisée Commune (CPOM)	9 298 832	7 772 300
Dotation Globale de Financement (hors CPOM)		376 765
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS	37 208 209	32 971 743
dont Conseil Département de Seine et Marne	75,01%	75,28%
dont ARS	24,99%	24,72%

Note 18 – Détail sur le Chiffre d'Affaires de l'ESAT

	31/12/2024	31/12/2023
Activités		
Blanchisserie	678 296	706 744
Travail à façon	29 976	49 226
Cuisine centrale	2 119 549	2 034 069
Entretien locaux	145 859	143 486
Espaces verts	296 465	301 010
Friperie	32 368	27 882
Maintenance	52 283	71 534
Centrale d'achats	343 272	317 944
Légumerie	27 845	82 889
Mise à disposition	164 366	235 866
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL DE L'ESAT	3 890 280	3 970 650